



Les Notions de la Corpo



Chers étudiants, ça y est, le semestre touche à sa fin. Mais pour bien profiter de l'été et éviter les rattrapages, la case des partiels semble inévitable !

Depuis maintenant 86 ans la Corpo Assas accompagne les étudiants dans tous les domaines de la vie universitaire, et pour la première fois cette année vous propose des fiches notions, ces fiches sont écrites par nos membres dans le but de favoriser l'entraide étudiants ainsi que de vous aider dans l'apprentissage de certaines notions clés d'une matière, sans reprendre le cours du professeur.

Effectivement, ces fiches sont là pour vous orienter, elles sont faites par des étudiants et ne sont en aucun cas un substitut à ce qui a été enseigné en TD ou en cours car elles ne se basent que sur les recherches et



l'apprentissage personnelles de nos membres.

Si jamais il vous venait des questions, n'hésitez pas à nous envoyer un message sur la page Facebook Corpo Assas ou à Alice Faracci, Manfred Coudert, Titouan Tardy et Iris De Laporte.

➤ **Comment valider votre année ?** Pour les L1 :

Il faut tout d'abord rappeler que toutes vos notes se compensent. Pour valider de la manière la plus simple votre année, il vous faut valider vos blocs de

matières fondamentales mais aussi vos blocs de matières complémentaires.

Cependant, le calcul peut s'avérer plus complexe...



Chaque fin de semestre est marquée par des examens qui constituent l'épine dorsale de la validation de votre année. Bon nombre d'autres possibilités vous sont proposées pour engranger un maximum de points et limiter ainsi l'impact de vos partiels. Chacun de vos chargés de TD va vous attribuer une note sur 20 à l'issue du semestre. Vos TD de matières fondamentales comptent donc autant que l'examen écrit, lui aussi noté sur 20. Cet examen s'effectue en 3h et nécessite un exercice de rédaction. Sur un semestre, une matière fondamentale peut donc vous rapporter jusqu'à 40 points. Seuls 20 points sont nécessaires à la validation de la matière. Pour valider votre bloc de fondamentales, il vous faut donc obtenir 40 points en additionnant vos notes de TD et vos notes aux partiels. Si



toutefois vous n'obtenez pas ces 40 points, vous repasserez en septembre,

lors de la session de rattrapage, la ou les matières que vous n'auriez pas validée(s).

Attention : le passage par septembre annule votre note de TD obtenue dans la matière. Pour les L2 : Le principe est similaire, à la différence qu'il y a plus de matières fondamentales et plus de matières complémentaires.

Conclusion simple : travailler toutes les matières un minimum en mettant l'accent sur les TD et les matières fondamentales (les plus gros coefficients) vous permettra de maximiser vos chances de valider votre année du premier coup et ainsi éviter l'écueil des rattrapages de septembre.



➤ Système de compensation et session de septembre Si, au sein même des unités d'enseignement, les

matières se compensent, les blocs peuvent aussi se

compenser entre eux à la fin de l'année.

Ainsi, si vous obtenez une moyenne générale sur l'année de 10/20, votre passage est assuré.

En cas d'échec lors des sessions de janvier et de juin, une seconde chance vous est offerte en septembre.

Attention, contrairement aux idées reçues, les rattrapages ne sont pas plus faciles, ils sont connus pour être notés plus sévèrement. Toutes les matières des blocs non validés où vous n'avez pas eu la moyenne sont à repasser. S'il s'agit d'une matière à TD, la note de TD est annulée



(même si vous avez été défaillant), de sorte que la note obtenue en septembre compte double (8/20 revient à 16/40). Les points d'avance acquis lors de l'année (points au-dessus de la moyenne lors de la validation d'un bloc) sont valables après les rattrapages et permettent donc la compensation finale comme décrite précédemment.

A noter que le jury peut vous accorder quelques points pour l'obtention de votre année, notamment dans le cas d'un étudiant sérieux en TD... A bon entendeur !

Pour les L1, le passage en deuxième année peut aussi se faire en conditionnel, pour cela il vous faut valider les deux unités d'enseignement fondamental et une unité d'enseignement complémentaire tout en



sachant que l'autre unité complémentaire sera à repasser en L2.

Les politiques monétaires non conventionnelle

1. Retour sur les politiques monétaires conventionnelle

Section 1 : Définition

D'après la définition donné par la banque de France, la politique monétaire peu se définir comme : « l'ensemble des moyens mis en œuvre par un État ou une autorité monétaire pour agir sur l'activité économique par la régulation de sa monnaie ».

Pour prendre un exemple concret, et toujours selon les données de la Banque de France, la politique monétaire commune de la zone euro depuis la mise en place de l'euro peu se résumer en plusieurs points :

Objectif principal : maintenir la stabilité des prix :

- Autorité monétaire unique : La Banque centrale européenne
- Un refinancement des banques par la banque centrale
- Une politique de taux d'intérêt
- Un système de règlement interbancaire

Enfin d'un point de vue historique, on estime que c'est avec la crise des années 30 que les politiques monétaires apparaissent, mais c'est avec les chocs des années 70, créant une forte inflation, qu'elles commenceront à être utiliser.

Section 2 : Les politiques monétaires

Explications à partir d'un modèle Mundell-Flemming donc attention à la mobilité des capitaux pouvant changer les résultats.

A) Change fixe

Politique monétaire expansionniste :

Le taux de change fixe implique que la courbe LM réagit aux variations de IS afin de maintenir le taux d'équilibre i^* .

La politique monétaire expansionniste va déplacer LM vers la droite, faisant baisser le taux d'intérêt domestique et donc entraînant une fuite des capitaux, la demande de monnaie nationale baisse et se déprécie.

La banque centrale intervient pour stabiliser le taux de change et LM retourne alors vers la gauche.

Cette politique monétaire est donc inefficace.



B) Change flexible

Le taux de change varie en fonction de ma politique fiscale ou monétaire, la courbe IS s'adapte aux variations de la courbe LM.

En change flexible, la politique monétaire expansionniste replace LM vers la droite, le taux d'intérêt diminue, les capitaux étrangers fuient et la monnaie nationale se demande moins, donc se déprécie, cela permet une hausse des exportations nettes et donc un déplacement de IS vers la droite jusqu'à ce que le taux d'intérêt revienne à son niveau initiale. Cette politique entraîne la hausse de Y et est donc efficace.



2. Les politiques monétaires non conventionnelles

Section 1 : Définition

Comme précédemment dit, le rôle de la banque centrale est de conduire la politique monétaire. La crise de 2008 son ampleur ont imposé aux banques centrales le devoir d'innover et d'adopter des mesures inédites afin de permettre une sortie de crise. Ces mesures dites non conventionnelles peuvent prendre différentes forme en fonction des besoins définis par les banques centrales, stabilité, relance du credit ou lutte contre la déflation.

Section 2 : Mesures

A) les taux d'intérêt négatif

Depuis la crise de 2008, les banques centrales ont pu à certaines reprises imposer des taux d'intérêt négatifs aux banques commerciales en faisant payer aux banques leur dépôt à vue à la banque centrale afin de les inciter à prêter cet argent à l'économie et relancer l'investissement. Pourquoi des taux d'intérêt négatifs ? En plaçant des taux d'intérêt négatifs sur des territoires, les banques centrales empêchent alors l'appréciation de la monnaie nationale. Les taux d'intérêts négatifs sont connus pour décourager les banques commerciales à déposer leur argent chez les banques centrales, et donc défavorisé l'épargne, et incite les banques commerciales à insérer cet argent dans l'économie réelle.

-> Impact sur l'économie d'un pays :

Les taux d'intérêt négatifs peuvent indiquer qu'il y a un problème sous-jacent dans l'économie d'un pays. En effet, une banque centrale impose des taux négatifs en période de faible croissance économique ou si l'économie subit une déflation.

La déflation a tendance à décourager l'investissement car elle indique que la demande de produits diminue alors que l'offre stagne ou augmente. Cela peut être encore pire s'il existe une spirale déflationniste - un environnement économique indésirable dans lequel les prix chutent lors d'une crise économique en réponse à une demande global en baisse, à des salaires plus faibles et à une production restreinte. Ces facteurs mènent ensuite à des prix encore plus bas, à une production encore plus ralentie et à une déflation plus importante.

Les taux d'intérêt négatifs peuvent aussi aider à stimuler la croissance en augmentant la demande des consommateurs pour des produits. C'est possible lorsque les sociétés et les consommateurs ont un capital plus important à dépenser après avoir contracté des prêts avec des taux attractifs. Cependant, l'usage prolongé des taux négatifs peut indiquer que les économies souffrent. Par exemple, les taux d'intérêt négatifs peuvent avoir un impact sur la confiance des consommateurs et des investisseurs car ils peuvent indiquer qu'une économie ralentit ou que la croissance est restreinte. Cela signifierait donc que l'investissement étranger direct dans une économie diminue et que l'impulsion donnée à l'exportation attendue par le pays ne se produit jamais.

De manière générale, les taux d'intérêt négatifs ne sont pas considérés comme viables et sont généralement utilisés uniquement en dernier recours pour éviter qu'une économie n'atteigne la déflation.

B) Les politiques de quantitative easing

Les banques centrales ont aussi pu intervenir directement sur les marchés secondaires en achetant massivement des titres financiers aux banques, leur fournissant alors des liquidités.



Cette politique de quantitative easing a notamment été menée par la banque centrale dès 2015, les actifs achetés par la banque centrale sont principalement des obligations émises par les états de la zone euro et achetés sur le marché secondaire. En achetant massivement des titres aux banques, les banques centrales augmentent la liquidité en circulation et font baisser les taux d'intérêt, agissant indirectement contre le risque de déflation et le ralentissement de la croissance.

C) Le forward Guidance

Le Forward Guidance, consiste pour une banque centrale à fournir des indications sur l'orientation future de sa politique monétaire.

La banque centrale annonce ses intentions en matière de politiques monétaires, par exemple maintenir les taux directeurs bas à l'avenir, ce qui permet aux banques commerciales de baisser leur taux d'intérêt à long terme, sachant que si nécessaire, elles pourront emprunter auprès de la banque centrale à des taux plus bas.

Au final cela permet aux entreprises d'obtenir des prêts à taux plus bas et d'effectuer des investissements plus importants et donc stimuler la croissance économique.